



## En 2016, l'accélération du pouvoir d'achat des ménages stimule leur consommation

**E**n 2016, les ménages bénéficient d'une accélération de leur pouvoir d'achat : leur revenu disponible brut augmente plus fortement qu'en 2015 dans un contexte de quasi-stabilité des prix. Ils répercutent essentiellement ces gains de pouvoir d'achat sur leur dépense de consommation, qui progresse de 2,3 % en volume après + 1,4 % en 2015. Leur taux d'épargne poursuit sa baisse (- 0,4 point, après - 0,5 point en 2015) pour s'établir à 13,9 %.

Ce sont les achats d'automobiles qui contribuent le plus à la hausse de la dépense, confirmant le redressement amorcé en 2015. Les dépenses liées au logement continuent à augmenter avec un budget chauffage qui reste dynamique. La consommation liée à la communication reste soutenue en volume et les dépenses de culture et loisirs accélèrent. La consommation alimentaire progresse au même rythme qu'en 2015 tandis que celle de services financiers se contracte.

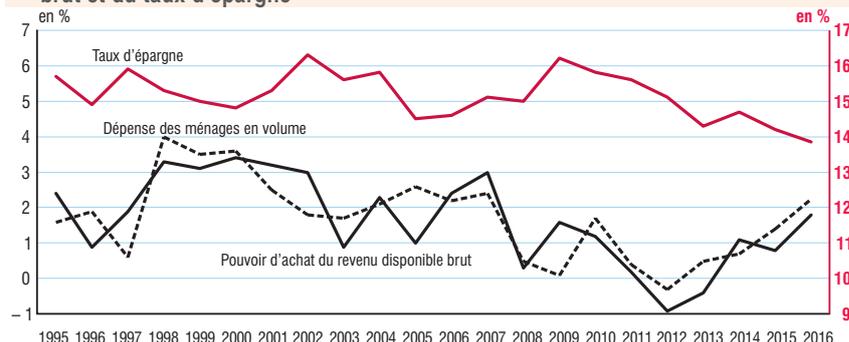
Alexandre Bourgeois, division Synthèses des biens et services, Insee

En 2016, en volume (*définitions*), la dépense de consommation des ménages (*définitions*) augmente plus fortement qu'en 2015 (+2,3 % après + 1,4 % ; *figures 1 et 2*). Elle contribue pour 1,5 point à la croissance du produit intérieur brut (PIB ; +1,2 %). Son évolution retrouve son rythme d'avant-crise (+2,2 % en moyenne par an entre 2000 et 2007). Cette croissance est en partie portée par les biens durables (*figure 3*), qui ne représentent que 8,3 % de la consommation des ménages, mais progressent de 5,9 % en volume après + 4,5 % en 2015. La consommation effective des

ménages (*définitions*), qui inclut en outre les dépenses directement financées par la collectivité, progresse un petit peu moins vite que la dépense de consommation des ménages en 2016 (+2,1 % en volume). La légère accélération de la dépense de consommation individualisable (*définitions*) des administrations publiques (+1,6 % après +1,5 %) ne compense pas la décélération de celle des institutions sans but lucratif au service des ménages (+1,0 % après +2,2 %), et toutes deux augmentent plus faiblement que la dépense de consommation des ménages.

En valeur, le revenu disponible brut des ménages s'accroît à un rythme plus soutenu qu'en 2015 (+ 1,7 % après + 1,1 % en 2015). Cette évolution intervient dans un contexte de reflux des prix (- 0,1 % après + 0,3 %). En conséquence, après un rebond en 2014 et une décélération en 2015, le pouvoir d'achat accélère nettement en 2016 (+ 1,8 % après + 0,8 % en 2015 et + 1,1 % en 2014). C'est d'ailleurs sa plus forte hausse depuis la crise de 2008. Comme le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages, celui du revenu individuel, c'est-à-dire du revenu moyen par unité de consommation, s'accroît nettement (+ 1,4 % après + 0,4 % en 2015). Une fois déduites les dépenses « pré-engagées » (*définitions*), le pouvoir d'achat du revenu arbitral (*définitions*) individuel accélère sensiblement (+ 1,7 % après + 0,4 %). En effet, les dépenses pré-engagées progressent moins rapidement que les autres dépenses (+ 1,4 % en valeur contre + 2,6 %). Ceci s'explique avant tout par la baisse des prix des dépenses énergétiques dans les logements et le repli de la consommation en services financiers.

**1** Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

En 2016, la dépense de consommation des ménages augmente ainsi un peu plus vite que le pouvoir d'achat de leur revenu disponible brut. Ce faisant, leur taux d'épargne se replie (-0,4 point), poursuivant ainsi la baisse tendancielle observée depuis 2010 ; il s'établit à 13,9 %.

### Fort dynamisme des achats de voitures

Les dépenses en transports progressent nettement en 2016 (+4,1 % en volume après +2,5 % en 2015). En effet, après avoir diminué de 2011 à 2014, les achats de véhicules confirment leur redressement (+7,3 % en volume après +5,2 % en 2015 ; *figure 4*). Ce mouvement concerne aussi bien le marché des voitures neuves que celui de l'occasion (respectivement +6,5 % et +8,2 % en volume en 2016). Comme en 2015, les ménages se sont orientés davantage vers les voitures à essence : leur nombre d'immatriculations progresse vivement (+14,1 % après +21,8 % en 2015) alors que celui des voitures diesel, minoritaires depuis 2015, recule à nouveau fortement (-8,2 % après -14,8 % en 2015). Les ménages privilégient toujours les petites cylindrées (5 chevaux fiscaux ou moins), mais la part de ces dernières diminue en 2016 (-3,1 points).

La dépense en carburants et lubrifiants se contracte à nouveau (-2,6 % en valeur après -8,0 % ; *figure 4*), en raison de la baisse des prix du pétrole (-5,2 %) ; ce nouveau recul des prix de l'ensemble des produits pétroliers est directement lié à celui du baril de pétrole, qui se replie nettement en 2016, comme en 2015, malgré un redressement au quatrième trimestre. En revanche, les volumes de pétrole consommés continuent à augmenter (+1,1 % après +1,3 % en 2015).

Les dépenses en transports aériens restent dynamiques (+3,2 % en volume après +3,6 %).

Celles en transports collectifs routiers accélèrent de façon exceptionnelle (+19,7 % en volume après +1,3 %) ; elles bénéficient en année pleine de la libéralisation des liaisons de bus interrégionales, à l'œuvre depuis août 2015. En revanche, les dépenses en transports collectifs ferroviaires continuent à se replier (-3,0 % après -5,8 %).

### L'évolution des dépenses liées au logement reste modérée

Les dépenses « pré-engagées » sont celles sur lesquelles les ménages peuvent difficilement influencer à court terme. En 2016, elles représentent 29,0 % du revenu disponible brut des ménages, une part en baisse de 0,1 point en un an.

L'essentiel des dépenses « pré-engagées » des ménages (77,8 % en 2016) correspond à leur dépense pour se loger et pour chauffer et éclairer leur logement. Les dépenses pour se loger restent sur la même dynamique qu'en 2016 (+1,1 % en volume après +1,2 % en 2015). Celles de chauffage et d'éclairage accélèrent légèrement (+2,5 % après +2,2 % en 2015), du fait de températures moyennes un peu moins élevées qu'en 2015, notamment en fin d'année. La consommation en électricité progresse ainsi de 2,8 % en volume après +3,4 % en 2015. Celle de gaz s'accroît de 3,8 % après +1,3 % en 2015 ; en effet, le mois de décembre 2016 a été particulièrement froid et les quantités livrées ont augmenté de 36 %. En revanche, la consommation de fioul se replie (-3,8 % en volume après +0,5 % en 2015) : les ménages n'ont pas eu besoin de reconstituer leurs stocks du fait des températures clémentes pendant la plus grande partie de l'année.

Les prix des dépenses de chauffage et d'éclairage accentuent la baisse amorcée en 2015, après plusieurs années de hausse (-0,9 %

après -0,4 %). En effet, le prix du fioul domestique se replie de nouveau fortement (-10,2 % après -17,8 %), en lien avec le recul des prix des produits pétroliers. De même, le prix du gaz se contracte encore (-5,9 % après -1,4 %). En revanche, celui de l'électricité reste dynamique (+3,4 % après +4,8 %), la hausse de la contribution au service public de l'électricité n'étant que partiellement compensée par la baisse de 0,5 % des tarifs réglementés de l'électricité au 1<sup>er</sup> août 2016.

En valeur, les loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire après déduction des aides au logement, ralentissent (+1,3 % après +2,0 %). En effet, l'indice de prix des loyers progresse plus modérément qu'en 2015 (+0,3 % après +0,6 %) : il suit le mouvement de l'indice de référence des loyers (IRL), sur lequel sont indexés les loyers du parc privé et, depuis 2011, ceux du parc social ; l'IRL n'augmente que de 0,07 % en moyenne annuelle en 2016. En dehors d'un rebond en 2012, l'indice de prix des loyers n'a cessé de décélérer depuis le milieu des années 2000. Les aides au logement, quant à elles, continuent à augmenter en 2016, à un rythme plus soutenu qu'en 2015 (+2,6 % en valeur après +1,4 %).

### La consommation liée à la communication reste soutenue en volume

En 2016, la dépense de consommation en biens et services de communication continue à croître en volume (+4,1 % après +4,2 % en 2015). En revanche, son prix se replie, mais dans une moindre mesure que les années passées (-1,7 % après -3,9 % en 2015 et -6,8 % en 2014). Les services de communication représentent plus des trois quarts de la consommation en communication. Leur volume progresse de 1,1 % (après +0,9 % en 2015), porté par la migration des clients vers les abonnements à très haut débit (+28,9 % pour le nombre d'accès au très haut débit en 2016). Les investissements des opérateurs dans le très haut débit se poursuivent en 2016 : les prix se stabilisent alors qu'ils se repliaient depuis 2009. Le marché des téléphones fixes et mobiles (16 % des dépenses en biens et services de communication) reste très dynamique (+23,1 % en volume après +28,5 % en 2015) ; en revanche, leurs prix restent en fort repli (-11,0 %) ; ils baissent chaque année de plus de 10 % depuis 2000. L'évolution de ces dépenses souligne une nouvelle fois le succès des *smartphones*.

### Les dépenses de culture et loisirs accélèrent

Les dépenses liées à la culture et aux loisirs accélèrent en 2016 (+2,8 % en volume après +1,2 % en 2015). Le dynamisme de la consommation en appareils électroniques et informatiques, ainsi qu'en services culturels et récréatifs, y contribue. Les ventes physiques de disques et celles de DVD retrouvent le chemin de la croissance (+2,1 % en volume après -8,1 % en 2015). Après le rebond de 2015 à la suite de plusieurs

## 2 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et du taux d'épargne

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Consommation effective (en volume)	0,6	1,9	0,7	0,2	0,7	1,1	1,4	2,1
Dépense de consommation (en volume)	0,1	1,7	0,4	-0,3	0,5	0,7	1,4	2,3
Prix de la consommation effective	-0,8	1,1	1,5	1,2	0,7	0,1	0,2	-0,1
Prix de la dépense de consommation	-1,5	1,2	1,8	1,4	0,6	0,1	0,3	-0,1
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté*	1,7	1,4	0,5	-0,3	0,0	1,3	1,0	1,7
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,6	1,2	0,2	-0,9	-0,4	1,1	0,8	1,8
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	16,2	15,8	15,6	15,1	14,3	14,7	14,2	13,9
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	7,1	6,5	6,1	5,6	5,0	5,4	5,0	4,6

\* Voir *définitions*.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

## 3 Dépense de consommation de biens durables

	Évolution en volume						Poids dans la valeur de la consommation en 2016
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Automobiles, dont :	1,0	-10,5	-8,1	-2,1	5,4	7,3	3,2
<i>automobiles neuves</i>	-1,3	-15,1	-9,7	-3,4	4,7	6,5	2,2
Téléviseurs	4,7	-6,8	-13,0	11,9	-4,9	27,5	0,2
Réfrigérateurs, congélateurs	4,3	0,8	-0,6	3,0	2,2	3,3	0,1
Lave-linge	0,9	2,7	-8,0	3,7	1,8	5,0	0,1
Meubles	1,1	-3,8	-3,9	-0,7	2,5	2,6	1,2
Autres biens durables*	4,1	2,0	3,9	4,3	5,0	4,9	3,5
<b>Ensemble des biens durables</b>	<b>2,4</b>	<b>-4,1</b>	<b>-2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>4,5</b>	<b>5,9</b>	<b>8,3</b>

\* Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.  
Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

années de repli, la consommation des ménages en livres reste stable en volume en 2016. En revanche, les ménages se détournent encore un peu plus de la presse (-4,9 % en volume après -5,4 %). La distribution de films est cette année encore en retrait, mais dans une ampleur bien moindre qu'en 2015 (-0,5 % après -3,6 % en 2015) : la fréquentation des salles se redresse en 2016 (+4 %), 50 films ayant dépassé le million d'entrées, et le marché numérique est

dynamique, porté par l'explosion du *streaming* (+37 % en valeur).

Les activités sportives, récréatives et culturelles marchandes atteignent des records (+12,5 % en volume après +1,0 % en 2015), en raison principalement des achats de billets pour l'Euro de football ; de plus, l'activité des parcs de loisirs a nettement progressé à l'été 2016. La consommation en jeux de hasard reste dynamique (+2,8 % en volume après +3,2 %). La

consommation de jeux en ligne augmente à nouveau, soutenue par les paris sportifs en ligne, alors que les paris hippiques reculent.

La dépense en hébergement et restauration accélère nettement en 2016 (+3,0 % en volume après +0,4 % en 2015) malgré des prix toujours dynamiques (+1,8 % après +1,5 % en 2015). Cette embellie est portée par les restaurants (+3,6 % en volume) et les débits de boissons (+9,2 % en volume). En revanche, l'hôtellerie se replie (-0,4 % en volume) : le taux d'occupation des hôtels baisse de 1,2 point en raison des attentats qui ont pesé en particulier dans les zones directement touchées, notamment les zones urbaines franciliennes mais aussi en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### 4 Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective (en %)		Évolution en volume (en %)			Évolution en prix (en %)			Valeur 2016 (en milliards d'euros)
	2005	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	
<b>Consommation effective des ménages, dont :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>1 576,5</b>
<b>Dépense de consommation des ménages</b>	<b>76,5</b>	<b>75,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>2,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>1 186,1</b>
<b>Alimentation et boissons</b>									
<b>non alcoolisées</b>	<b>9,9</b>	<b>10,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>158,6</b>
Produits alimentaires, dont :	9,2	9,2	1,1	0,8	1,2	-1,2	0,5	1,0	145,2
pain et céréales	1,5	1,6	1,2	2,2	2,1	-0,3	-0,2	-0,1	25,7
viandes	2,5	2,3	-0,7	-0,9	-0,8	0,8	0,3	0,3	36,9
poissons et crustacés	0,6	0,6	-1,1	-1,4	-0,3	0,7	1,5	4,7	8,9
lait, fromages et oeufs	1,3	1,3	-0,1	0,7	1,5	0,7	-1,3	-1,1	20,5
fruits et légumes	1,9	2,0	4,2	1,3	3,2	-5,5	3,6	3,8	32,0
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	0,9	3,3	1,3	-1,7	-0,4	-0,5	13,5
<b>Boissons alcoolisées et tabac</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>-2,7</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>41,7</b>
Boissons alcoolisées	1,3	1,3	-1,0	1,5	0,2	1,6	0,6	0,8	21,0
Tabac	1,3	1,3	-4,4	1,3	1,1	5,2	0,3	0,1	20,8
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>45,0</b>
Articles d'habillement	3,0	2,3	1,7	1,6	-0,9	-0,2	-1,1	0,0	35,9
Chaussures	0,7	0,6	-0,9	-0,4	0,2	1,0	0,3	-1,4	9,1
<b>Logement, chauffage, éclairage, dont :</b>	<b>18,6</b>	<b>19,7</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>311,1</b>
location de logement	13,6	14,3	1,2	1,2	1,1	0,9	0,5	0,2	226,1
chauffage, éclairage	2,9	3,1	-11,7	2,2	2,5	2,1	-0,4	-0,9	49,3
<b>Équipement du logement, dont :</b>	<b>4,2</b>	<b>3,7</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>57,7</b>
meubles, tapis	1,2	1,1	-1,1	1,9	2,4	0,8	0,2	0,0	16,8
appareils ménagers	0,7	0,6	2,2	2,8	3,5	-2,0	-1,3	-1,5	9,6
<b>Santé, dont :</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>49,6</b>
médicaments	1,2	1,3	2,6	4,4	4,2	-2,1	-2,9	-2,2	19,9
médecine non hospitalière	1,3	1,4	0,6	0,3	1,8	0,5	0,5	0,3	22,6
<b>Transport, dont :</b>	<b>10,8</b>	<b>9,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,5</b>	<b>4,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,1</b>	<b>155,4</b>
achats de véhicules	3,1	2,6	-1,7	5,2	7,3	1,6	0,9	0,0	40,6
carburants, lubrifiants	2,7	2,1	0,2	1,6	2,0	-3,8	-9,5	-4,5	33,5
services de transports	1,6	1,8	0,8	1,0	3,8	1,7	0,8	-1,7	28,1
<b>Communications, dont :</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>4,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,1</b>	<b>-6,8</b>	<b>-3,9</b>	<b>-1,7</b>	<b>30,7</b>
services de télécommunications	2,2	1,5	2,0	0,9	1,1	-5,0	-2,6	0,0	23,9
<b>Loisirs et culture, dont :</b>	<b>7,4</b>	<b>6,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>100,5</b>
appareils électroniques et informatiques	1,7	1,0	2,2	-0,4	4,5	-6,0	-3,7	-2,6	15,7
services culturels et récréatifs	2,2	2,3	1,8	1,4	4,2	1,5	0,5	0,6	35,5
presse, livres et papeterie	1,3	0,9	-2,0	-2,3	-2,3	0,8	1,4	2,0	14,7
<b>Éducation</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>11,3</b>
<b>Hôtels, cafés et restaurants</b>	<b>5,0</b>	<b>5,2</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>82,5</b>
<b>Autres biens et services, dont :</b>	<b>9,0</b>	<b>9,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>-1,3</b>	<b>3,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>143,2</b>
soins personnels	1,9	1,9	1,7	0,6	-0,2	-0,5	-0,3	0,1	29,7
action sociale	1,4	1,5	0,6	0,1	-0,2	1,8	2,0	0,8	24,1
assurances	2,8	3,2	0,9	1,3	2,5	-2,1	5,1	-2,2	49,7
Sifim <sup>1</sup>	0,8	0,4	9,7	1,2	2,1	-19,2	24,6	-13,4	6,0
<b>Correction territoriale</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>-38,5</b>	<b>-2,0</b>	<b>-78,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,3</b>
<b>Dépense de consommation des ISBLSM<sup>2</sup></b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>46,8</b>
<b>Dépense de consommation des APU<sup>3</sup>, dont :</b>	<b>21,0</b>	<b>21,8</b>	<b>2,1</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>343,6</b>
santé	9,5	10,0	3,7	2,8	2,8	-0,3	-0,9	-0,6	157,7
éducation	6,3	6,1	0,9	0,5	0,6	0,6	1,0	-0,4	96,2
action sociale	3,2	3,5	0,0	-0,2	0,0	1,1	0,9	0,6	54,9
logement	1,0	1,0	0,8	0,9	2,3	1,0	0,5	0,3	16,0

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

2. Dépense de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

3. Dépense de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### Un repli sensible des services financiers lié à une chute des prix

La consommation en valeur de services financiers recule massivement en 2016 (-2,9 % après +6,3 % en 2015) malgré leur croissance en volume (+1,4 % après +1,3 % en 2015). En effet, les prix chutent, notamment pour les services d'assurance-vie (-9,3 % après +9,4 %) et les services d'intermédiation financière (Sifim) (-13,4 % après +24,5 %). La chute des prix des Sifim provient principalement de la baisse sensible des taux moyens des emprunts des ménages (-0,3 point), à la faveur de renégociations massives des crédits. Les prix des services d'assurance-dommage restent dynamiques (+2,1 % après +2,7 % en 2015). Seuls les volumes des assurances transport et responsabilité civile poursuivent leur repli en 2016 (respectivement -4,2 % et -3,2 %).

Les dépenses de santé des ménages accélèrent en 2016 (+2,6 % en volume après +2,0 % en 2015), principalement du fait de la consommation de médicaments. Les soins pris en charge par la collectivité (médicaments, médecine de ville et hôpitaux) progressent au même rythme qu'en 2015 (+2,8 %).

#### La consommation alimentaire reste bien orientée, celle en habillement et chaussures recule

La consommation de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées accélère en valeur en 2016 : +2,4 % après +1,3 %. En volume, elle progresse à un rythme proche de celui de 2015 et 2014 (+1,2 %). Seule la consommation de viandes, de poissons et d'huiles et graisses animales se replie en 2016 (-1,0 % en volume, après -0,7 % en 2015). Pour tous les autres produits, la consommation progresse en volume. Notamment, celle de conserves de fruits et légumes augmente (+2,3 % après +2,5 % en 2015) ainsi que celle des « autres produits alimentaires », soutenue par les compléments alimentaires et les plats préparés (+3,1 % après +3,3 %). Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (hors tabac) accélèrent

(+0,9 % après +0,4 %), en lien avec ceux des fruits frais (+5,8 % après +4,8 %) alors que les prix des légumes frais décélèrent fortement (+0,9 % après +4,3 % en 2015).

La baisse de la consommation de tabac, marquée entre 2012 et 2014, est enrayerée depuis 2015 : la consommation est de nouveau en hausse (+1,1 % en volume après +1,3 % en 2015) dans un contexte de stabilisation des prix (+0,1 % après +0,3 %).

Les dépenses en habillement et chaussures se replient (-0,7 % en volume après +1,1 %) malgré une nouvelle baisse des prix (-0,3 %

après -0,8 %). La consommation en vêtements diminue (-0,9 % en volume après +1,6 % en 2015), en raison notamment du repli des achats d'accessoires (foulards, cravates) et de vêtements pour femmes et fillettes. Les soldes d'été et d'hiver se sont avérés médiocres par rapport à ceux de 2015. ■

## Définitions

Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont **en volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

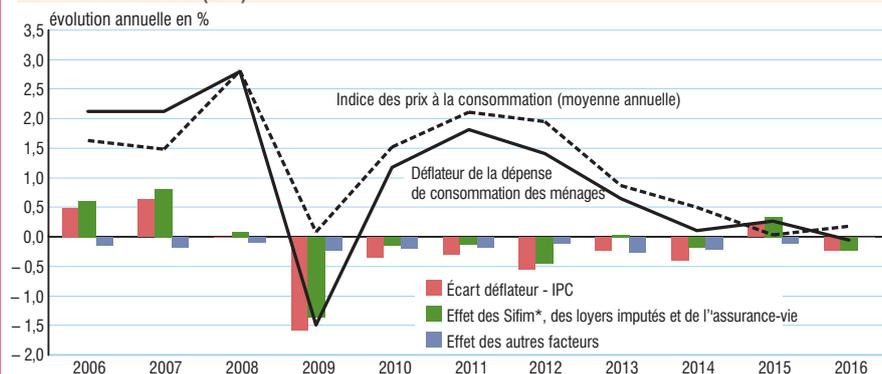
### Origines des écarts entre le déflateur de la dépense de consommation et l'indice des prix à la consommation

Le calcul du déflateur de la dépense de consommation s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. Notamment, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), les loyers imputés (*définitions*) et l'assurance-vie sont intégrés dans le champ de la consommation de la comptabilité nationale. Par ailleurs, les définitions de la dépense de consommation retenues respectivement par l'IPC et la comptabilité nationale diffèrent : pour l'assurance-dommage, par exemple, l'IPC considère que la dépense de consommation est égale aux primes brutes, alors que la comptabilité nationale considère les primes nettes des indemnités ; ou encore, la comptabilité nationale considère que le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile minore les dépenses de consommation des ménages, ce qui n'est pas le cas de l'IPC. Enfin, le déflateur de la dépense de consommation

donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé. Au total, entre 2006 et 2016, l'écart entre les deux indices de prix varie entre -1,6 point et +0,6 point selon les années (*figure*).

En 2016, les prix de la dépense de consommation reculent (-0,1 %). Le déflateur de la dépense de consommation est ainsi inférieur à l'évolution de l'IPC qui s'établit, en moyenne annuelle, à +0,2 %. La baisse des prix de l'assurance-vie (-9,3 %) contribue à baisser le déflateur de 0,2 point, et celle des Sifim, de 0,1 point. Hors loyers imputés, Sifim et assurance-vie, le déflateur de la dépense de consommation des ménages est quasi égale à l'évolution moyenne de l'IPC. Le très faible écart résiduel s'explique par la prise en compte de produits non suivis par l'IPC (comme l'autoconsommation ou les jeux de hasard), par des effets de pondération et par le traitement différent de certains produits comme les télécommunications.

#### Écart entre le déflateur de la dépense de consommation des ménages et l'indice des prix à la consommation (IPC)



\* Sifim : services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les **consommations individualisables** sont celles qui bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité. C'est le cas en particulier de dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles qui sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), ces dépenses comprennent :

- les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantine ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées. Le **revenu disponible brut ajusté** ajoute au revenu disponible brut les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM.

Les **dépenses de consommation des ménages en logement** incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

## Bibliographie

- Arnaud F., Debauche E., Gallot P., « Les comptes de la Nation en 2016 - Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

Direction Générale :  
18, bd Adolphe-Pinard  
75675 PARIS CEDEX 14  
**Directeur de la publication :**  
Jean-Luc Tavemier  
**Rédacteur en chef :**  
E. Nauze-Fichet  
**Rédacteurs :**  
J.-B. Champion, C. Collin, C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu, H. Valdelièvre  
**Maquette :** C. Kohler  
**Impression :** Jouve  
**Code Sage** IP171658  
ISSN 0997 - 3192  
© Insee 2017

• **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : [www.insee.fr/collections-nationales](http://www.insee.fr/collections-nationales)

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) : <http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

